

## Assemblée générale du RUN **De fortes attentes**

**L'Association RUN (Réseau urbain neuchâtelois) a tenu son assemblée générale à Neuchâtel le mardi 4 mai sous la présidence du conseiller d'Etat Frédéric Hainard, chef du Département de l'économie. Au cours de cette assemblée rondement menée, en présence notamment du président du Conseil d'Etat Jean Studer, les comptes 2009 et le rapport d'activités 2009 du RUN ont été acceptés. Les participants ont reçu diverses informations sur les grands chantiers du RUN. Des représentants de communes et de groupements de communes ont fait part de leurs doutes, de leurs inquiétudes et de leurs attentes.**

Plusieurs sujets ont donné lieu à des informations du conseiller d'Etat Frédéric Hainard, qui exerce la présidence du RUN par fonction. Le fonctionnement du RUN, l'état des lieux sur les grands chantiers du RUN (politique régionale, projet d'agglomération, TransRUN, réforme des institutions et tourisme) ont parfois suscité des questions et des remarques. Le président Hainard a estimé que le RUN assume un rôle multiple et est une « machine compliquée ». A la question de savoir si les contrats signés entre les régions et les agglomérations d'une part, et le Conseil d'Etat d'autre part, sont véritablement considérés comme des engagements par le gouvernement, M. Hainard a répondu en affirmant que rien n'est remis en question sur le fond, mais qu'un certain nombre de projets doivent être réexaminés quant à leur coût. Dans le cadre du désenchevêtrement des tâches, a-t-il indiqué par ailleurs, le Conseil d'Etat débat avec l'Association des communes neuchâteloises et avec le RUN de questions de structures et d'organisation. Le rôle confié au RUN pourrait être redéfini. De son côté, le conseiller d'Etat Jean Studer a estimé qu'il fallait trouver la « plateforme adéquate » à la mise en œuvre des projets d'agglomération et de régions afin de leur « donner plus de force, de visibilité et de consécration institutionnelle ». Assurant que le Conseil d'Etat « tient à ces projets », il a évoqué un « risque de délitement que nous voulons éviter ». Plusieurs intervenants n'ont pas caché leur pessimisme. « Sur le terrain, on constate qu'on a de la peine à faire passer l'idée du RUN, a dit la représentante de la région La Béroche, Mme Nathalie Kocherhans, l'enthousiasme s'effrite, on ne voit rien se concrétiser et les fonds ne sont pas débloqués ». Et d'exprimer l'avis, notamment partagé par le président de la COMUL, M. Daniel Rotsch, qu'« il manque un leadership au Conseil d'Etat pour mettre en œuvre les projets du RUN ». Le représentant de Val-de-Travers, M. Jean-Nathanaël Karakash, a aussi fait part de ses doutes, notamment quant aux montants des aides à fonds perdus de la NPR. En début de séance, les comptes du RUN, qui bouclent avec un excédent de recettes ont été acceptés sans opposition.

(RUN-jbv)